

Contexte

Suite au refus du Prix Goethe hanséatique 2005 par Ariane Mnouchkine, l'historien suisse Georg Kreis s'est une nouvelle fois penché sur les critiques dont la Fondation Alfred Toepfer F.V.S. fait l'objet depuis le début des années 1990 et qui se réfèrent à la biographie d'Alfred Toepfer ainsi qu'à l'histoire de son institution. Le résultat de ces recherches ne devait initialement paraître que dans le cadre de la publication d'un recueil d'essais de Georg Kreis. Mais à la demande de la Fondation Alfred Toepfer F.V.S., le professeur Georg Kreis en a également accepté la publication sur le site de la fondation, ce dont nous lui savons gré. Outre cet article, d'autres informations ainsi que divers travaux de recherche sur l'histoire de la Fondation Alfred Toepfer F.V.S. sont disponibles sous www.toepfer-fvs.de.

Source : Georg Kreis, *Vorgeschichte zur Gegenwart. Ausgewählte Aufsätze*, vol. 3, Bâle, Schwabe, 2005, pp. 501-523.

Un « passé douteux » abordé de manière douteuse Sur la querelle persistante concernant la Fondation Alfred Toepfer

Georg Kreis, Bâle

Source : *Vorgeschichten zur Gegenwart. Ausgewählte Aufsätze*, vol. 3, Bâle, Schwabe Verlag, 2005.

La problématique qui nous intéresse implique un ensemble d'histoires variées se recoupant entre elles – on peut en dénombrer au moins huit – qui peuvent toutes être appréhendées et racontées indépendamment les unes des autres et sont, chacune séparément, dignes d'intérêt. Il s'agit d'une part de l'histoire de la réussite d'un entrepreneur influent tant sur le plan politique que culturel, mais aussi de l'histoire de sa fondation avec son réseau de prix érigé en véritable empire, et de l'activité de cette institution, avec ses bons et moins bons côtés. On peut également évoquer l'histoire des implications avec le régime national-socialiste et l'histoire postérieure qu'elle a inspirée, ponctuée de tentatives – allant de la pire à la meilleure – de se confronter à ce passé. Il ne faut surtout pas omettre non plus l'histoire accidentée de l'Alsace, prise en étau entre les revendications françaises et allemandes, ni les susceptibilités existantes et les ressentiments larvés du côté autrichien ; pas plus que l'histoire de l'intégration européenne et enfin, l'histoire de la campagne menée contre la Fondation Toepfer.

Notre tâche consistera d'une part à analyser ces différentes histoires – sans pour autant les retracer dans leur intégralité – tout en rendant compte de la variété de leurs rapports et en montrant non seulement qu'il existe des recoupements entre chacune d'elles mais aussi que c'est justement leur interdépendance qui constitue l'aspect essentiel de ces histoires et qu'au final, c'est la complexité de ces rapports qui est au cœur de notre problématique. Nous tâcherons d'autre part de ne pas aboutir à une conclusion qui se limiterait à constater, en se

gardant bien de prendre partie, que les rapports sont plus complexes que la plupart des parties prenantes ne sont prêtes à l'envisager et à l'admettre.

Avant d'aborder ces différents pans d'histoire et de mettre à jour leurs corrélations, il convient de rappeler pourquoi cette histoire, qui revient dans le débat public régulièrement depuis une trentaine d'années, est aujourd'hui de nouveau d'actualité. L'épisode le plus récent remonte au mois d'avril 2005, avec le refus du Prix Goethe hanséatique décerné par la fondation hambourgeoise Alfred Toepfer F.V.S. par la célèbre metteuse en scène française et directrice du Théâtre du Soleil, Ariane Mnouchkine.¹ Située politiquement plutôt à gauche, l'artiste avait dans un premier temps accepté par écrit le prix doté de 25 000 euros pour finalement le refuser via un communiqué de presse et la DPA (*Deutsche Pressagentur*, l'agence de presse allemande), du fait du « passé douteux » du fondateur, disparu en 1993, et n'a pas souhaité prendre part au dialogue proposé par la fondation. Ce revirement, relayé davantage par les médias allemands que français, a permis au lobby anti-Toepfer, actif depuis les années 1990, de marquer un point. Mais nous y reviendrons dans le dernier chapitre.

C'est sa dimension répétitive qui confère son existence propre à cette histoire et qui explique qu'on ne l'évoque jamais que par bribes ; que l'on ignore ou que l'on conteste les rapports qu'elle entretient avec d'autres pans d'histoire. Cette dimension entraîne par ailleurs une absence d'issue possible au conflit qui oppose les administrateurs d'une œuvre existante qui veulent la poursuivre autant que possible, et leurs adversaires qui maintiennent, quant à eux, leur mouvement de protestation et cherchent à neutraliser la partie adverse par leur opposition systématique. L'histoire se poursuit donc ainsi, d'épisode en épisode.

1. L'histoire d'une vie

Parmi les multiples facettes de la longue et riche vie de Toepfer, qui vécut 99 ans, nous nous interrogerons particulièrement sur les aspects suivants : quand et comment a-t-il fait fortune, pourquoi a-t-il placé celle-ci en grande partie dans ses fondations, quels étaient ses idéaux et comment son attitude a-t-elle évolué au fil du temps ? Ces questions en particulier, mais aussi la plupart des autres en général, doivent – ou devraient – inviter à la plus grande prudence : en effet, il convient de bien faire la distinction entre l'image véhiculée par Toepfer lui-même et celle que l'on peut élaborer à partir d'un plus grand nombre de sources, les plus variées possibles. Pour Toepfer, il était tout à fait naturel – et cette tendance s'est renforcée avec l'âge – de témoigner ainsi que de rendre compte publiquement de sa vie et ainsi de

¹ Sigfried Schibli, « Lieber keinen Preis. Mnouchkine und der Goethe-Preis », in *Basler Zeitung*, 19 avril 2005, p. 3.

transmettre à ses contemporains et à la postérité une image – plutôt flatteuse – de sa vie, dans un curieux mélange de modestie et de suffisance².

Toepfer était un idéaliste quelque peu naïf, un autodidacte hors pair, mû tout à la fois – mélange non moins curieux – par l'admiration qu'il vouait à d'éminentes personnalités du monde de l'art et des sciences et par le besoin, dans le même temps, de les soumettre, notamment en les faisant rentrer dans l'imposant inventaire de sa fondation, comme s'il intégrait de nouvelles figures de cire dans son musée privé.

On peut être touché par le patriarcalisme à connotation culturelle dont Toepfer pouvait faire preuve, comme le montre cette épisode de mai 1932 où, à l'occasion du centième anniversaire de la mort de Goethe, Toepfer permit aux employés de son entreprise de cesser le travail plus tôt et leur offrit au choix un livre, une place de concert ou de théâtre.³ Par ailleurs, Toepfer était un personnage de toute évidence obnubilé par sa fondation et que la passion poussait à se comporter en collectionneur – et donc préalablement en traqueur – insatiable.

Sa fortune ? Toepfer fut un grand négociant de céréales et de matériaux de construction. Du reste, une première partie de sa fortune provint d'heureuses spéculations sur devises lors de la première crise économique mondiale, de 1922. Quoi qu'il en soit, il n'eut pas à attendre les Nazis ni à participer à leurs campagnes de pillage, comme cela fut si souvent suggéré, pour s'enrichir. Il est vrai, et personne ne le nie, que pendant la Seconde Guerre mondiale, ses activités d'entrepreneur à titre personnel s'étendirent aux territoires occupés de l'Est (Posen) et qu'il y réalisa des gains considérables. En revanche, ce n'est pas à titre personnel qu'il participa au pillage de la France autour de 1943/44, mais au service de l'économie de guerre allemande, ce qui n'est, il est vrai, guère plus acceptable du point de vue des victimes.

En pointant le paradoxe entre son idéalisme élevé et son sens des réalités terre à terre, on chercha à de nombreuses occasions à associer le mécène à de sombres affaires. Mais contrairement aux allégations répétées, Toepfer ne s'est pas enrichi grâce à la spoliation des juifs, du travail obligatoire en Pologne ou du pillage des biens français.

Les motivations du fondateur ? La première des motivations était celle de tout fondateur, qu'elle s'exprime dans sa dimension sacrée ou profane, à savoir la perspective de racheter le salut de son âme par de bonnes actions et d'accéder à une forme de reconnaissance,

² Alfred Toepfer, *Erinnerung aus meinem Leben, 1895-1991*, Hambourg, 1991. Voir également les discours publiés à l'occasion de remises de prix et autres textes non publiés.

³ Hornfeck, cf. *infra* note 4, 1999, p.9.

aujourd'hui et pour l'éternité. Il faut ajouter à cela une technique de placement rentable : les entreprises Toepfer disposaient en effet, à des conditions avantageuses, de la fortune de la fondation qui était exonérée d'impôt, car d'utilité publique. Ces deux mondes semblent avoir parfaitement coexisté. Et aujourd'hui encore, la Fondation J.W.v.Goethe et l'entreprise commerciale privée A.C. Toepfer AG ont leur siège au même endroit à Bâle.

La ligne d'évolution d'une vie ? Rien ne serait plus erroné que de voir en Toepfer un simple opportuniste qui s'en serait sorti indemne dans l'après guerre, en faisant oublier son passé d'ancien nazi. Au demeurant, il semble qu'il ait considéré naturel de s'entourer, autant que pouvait se faire, de l'élite du moment. Plus caractéristique du personnage et, dans un certain sens, plus lourde de conséquences fut la constance avec laquelle il défendit, au fil des ans, sa *Deutschtümelei* – désignant un patriotisme allemand particulièrement exalté –, indépendamment des changements de contexte politique et sans tenir compte du poids politique qu'avait son positionnement apparemment apolitique.

On peut ainsi évoquer un sens tout personnel de la fidélité qu'il exprima après 1945 envers certains camarades au passé problématique, parmi lesquels on peut citer le séparatiste alsacien Hermann Bickler, jugé en tant que criminel de guerre, Adolf Rein, bibliothécaire spécialiste de l'enseignement supérieur et recteur de l'université de Hambourg de 1934 à 1938, Friedrich Metz, ethnographe et recteur de l'université de Freiburg de 1936 à 1938, et l'écrivaine Gertrud Fussenegger (voir *infra*). A. Rein et F. Metz furent honorés, en 1965 encore, par Toepfer qui leur décerna la Médaille d'Or ; quant à A. Rein, il fut Président de la fondation de Hambourg jusqu'en 1968. Il est intéressant par ailleurs de remarquer que Toepfer resta fidèle à ses anciens amis même lorsqu'il aurait eu tout intérêt à faire preuve d'un opportunisme bon marché. Il était tellement évident pour lui qu'il était son seul maître qu'il ne lui est même jamais venu à l'esprit que cette attitude pourrait se retourner contre lui. Et en toutes choses, il y avait des points communs.

2. La fondation

Toepfer entama une action d'envergure au sein de son réseau de fondations au début des années 1930. L'autodidacte arrivé au faîte de sa réussite put ainsi exprimer l'admiration qu'il vouait à des personnalités éminentes, admiration certainement sincère dans le fond, mais quelque peu naïve dans la forme. L'entrepreneur avait une manière de mettre en pratique sa dévotion qui revenait à une forme d'usurpation. Sans que cela ait été défini comme un objectif, il se trouve que les dizaines de prix décernés n'augmentèrent pas le seul prestige des personnalités honorées mais également celui de Toepfer lui-même et de son institution.

Celui qui visiblement s'y entendait à faire fructifier son capital, développa et dirigea également, avec beaucoup de succès, une machine à auto-prestige.

L'institution put en outre augmenter sa valeur grâce aux noms prestigieux (et non protégés) dont elle put disposer gratuitement, tels que Goethe, mais aussi Shakespeare, Copernic, Rembrandt, Mozart, Herder, Jacob Burckhardt, Albert Schweitzer, Jean Monnet et bien d'autres encore – sans oublier la catégorie « Europe » ajoutée logiquement à la liste des prix. À ces noms porteurs de plus-value s'ajoutèrent ceux des lauréats – qui étaient bien souvent des personnalités éminentes. Ariane Mnouchkine aurait également contribué à la valeur ajoutée de l'institution. Le prix qu'elle a refusé a déjà été décerné à de nombreuses personnalités qui, de Martin Buber à Jean Starobinski en passant par Giorgio Strehler, n'étaient pas à proprement parler des esprits superficiels et infatués d'eux-mêmes.⁴

Le système était conçu de la sorte qu'il existait aussi une deuxième et une troisième ligue, tant en ce qui concerne les noms des prix que les personnalités honorées, ainsi que toute une myriade de personnes infatigables, membres du conseil d'administration, fonctionnaires de la fondation, laudateurs et invités, tout occupés à honorer des personnalités et à s'honorer mutuellement.⁵

S'il est évident que Toepfer était à la tête de l'empire que constituait ce réseau de fondations, il n'en avait pas moins besoin de partenaires. Certains d'entre eux le furent pour des raisons financières. Même la science, a priori indépendante, était sur les rangs. Il n'est pas une université qui ne se soit trouvée impliquée dans ce réseau de fondations. C'est d'ailleurs ainsi que Bâle eut son prix : le Prix Jacob Burckhardt, doté de 20 000 francs suisses, fut créé par Toepfer et la Alma Mater Basiliensis en 1971.⁶ Le premier lauréat fut Werner Kaegi, biographe réputé de Jacob Burckhardt, qui s'assura au préalable, comme on semblait le lui avoir recommandé, que la dotation provenait d'argent « propre ».⁷

Notons par ailleurs que le geste de remerciement de l'université ne se fit pas attendre. En 1973, Toepfer fut nommé docteur honoris causa de la Faculté d'Histoire et Philosophie, à la demande du jeune professeur de littérature française, qui put organiser dès 1973/74 une

⁴ Sur l'histoire spécifique de ce prix, cf. Susanne Hornfeck, *Der Hansische Goethe-Preis 1949-1999*, Hambourg, 1999, 184 pages. Cette publication fait partie des éclaircissements sollicités par la fondation hambourgeoise.

⁵ Sur ce thème, voir aussi le chapitre « Die Nebeneffekte des Auszeichnungsbetriebs », contribution de G. Kreis dans le *Bericht 2000* (cf. *infra* note 21), pp. 115-122.

⁶ Le troisième lauréat fut en 1975 Herbert Lüthy, auquel un article de ce volume est également consacré. On peut découvrir la liste complète des lauréats dans : Lussy, 2000, p. 45 (cf. *infra* note 22).

⁷ L'auteur, assistant de Werner Kaegi, fut en 1971 le premier lauréat du prix, décoré de la *Fördermedaille* et obtint une bourse de CHF 5000. Il renoua le contact avec la Fondation Toepfer en 1996 et 1997, à l'occasion de deux rencontres qu'il organisa à Klingenthal sur le thème de l'échange d'expériences avec d'autres responsables d'études sur l'Europe. Le soutien indirect que lui offrirent les deux fondations vit le jour par l'entremise de Hugbert Flitner, membre du conseil d'administration de la fondation de Hambourg et chancelier de l'université de Hambourg, l'auteur ayant fait sa connaissance en 1995 dans le cadre du 50^{ème} anniversaire de L'Europa-Kolleg de Hambourg.

série de conférences grâce à l'aide financière de Toepfer et obtenir, en 1975, un siège au conseil d'administration du Prix Burckhardt.⁸

Le cas du *Oberrheinischer Kulturpreis* (délivré par la Fondation Johann Wolfgang von Goethe à Bâle), prix culturel créé en 1966, décerné alternativement à une personnalité française, allemande et suisse, était un peu à part. L'idée directrice de ce prix, traitée plus avant dans les chapitres 5 et 6, était de dépasser les frontières nationales, jugées « artificielles » et contrariant l'espace dans son essence organique. L'historien alsacien Freddy Raphael refusa ce prix en 1986, bien que la dotation eût signifié une amélioration bienvenue de ses modestes revenus. Avec ce renoncement qui passa, à la différence du refus d'Ariane Mnouchkine, quasiment inaperçu, Freddy Raphael ne chercha pas à créer la polémique mais voulut seulement éviter d'être associé à une idée qui lui paraissait douteuse. Notons qu'en 1977, en revanche, il n'avait rien trouvé à redire à l'obtention d'une bourse de la même origine. Les éclaircissements apportés en 1999 sur la stratégie d'attribution des prix montrent que le *Oberrheinischer Kulturpreis* n'a en rien servi, même sous une forme dissimulée, à la poursuite d'une politique pangermaniste.⁹

3. Les implications avec le régime national-socialiste

On admet a fortiori aisément avoir tout lieu de se réjouir de ce qu'aujourd'hui, personne n'ait envie d'être suspecté de nier ou pire encore d'approuver des actes odieux commis sous le Troisième Reich et de dissimuler son implication avec le régime nazi. En revanche, il est problématique que cette attitude entraîne que l'on prenne dans le même temps abruptement ses distances avec quelqu'un ou quelque chose se retrouvant, par le jeu de méthodes douteuses, associé, sans autre forme de procès, à ce contexte compromettant.

Les questions que soulève le débat sont complexes, en tout cas bien plus complexes que ne le laisse présager l'argument réduit à sa plus simple expression et asséné comme un coup de matraque du « passé brun » ou « passé nazi », argument qui n'a pas été repris tel quel par Ariane Mnouchkine mais qui a sûrement été celui qu'ont utilisé ses amis bien pensants. Dès qu'une chose est associée à la sphère d'influence du national-socialisme, elle se retrouve automatiquement et définitivement cataloguée comme étant absolument infamante. On ne doit jamais cesser de faire face à ce type de reproches, même s'ils ont été formulés dans une intention polémique. C'est ce qui s'est passé dans le cas présent (voir Chap. 4) et ce, essentiellement grâce à l'opposition qui s'est encore renforcée autour de 1996.

⁸ Le prof. Robert Kopp tenta, en brandissant la menace de démarches judiciaires, d'influencer, voire même d'empêcher, au moyen de plusieurs courriers (29 février, 16 mai et 6 juin 2000) l'utilisation des dossiers le mentionnant. (Réponses de G. Kreis à R. Kopp du 10 mars et du 21 juin 2000).

⁹ Cf. Lussy, 2000 (cf. *infra* note 22).

On ne peut répondre à la question de savoir si l'entrepreneur hambourgeois était un nazi, un acteur condamnable du national-socialisme, un sympathisant d'Hitler par un simple oui ou non : Toepfer n'était pas un nazi mais il s'est accommodé des nazis. A cela s'ajoute qu'après 1945, il n'a jamais pris le recul nécessaire vis à vis de ses arrangements avec le régime nazi. Plus grave : il a tant et si bien enjolivé sa biographie qu'il passait aux yeux de la postérité pour une « victime de la gestapo », voire un homme de la résistance antinazi.

Il existe de multiples façons de falsifier son passé. Le cas de Toepfer était particulier en cela que ce dernier se sentait mû par des sentiments élevés, y compris pendant la période nazi, et que les relations qu'il entretenait avec d'éminents nazis ont pu être interprétées comme contredisant, pour ne pas dire vilipendant, complètement toute forme de noblesse ou de bonté. A cela s'ajoute que Toepfer considérait les valeurs qu'il tenait en haute estime (dans le sens du « Rembrandt der Erzieher » tant apprécié de Julius Langbehn, 1890) comme étant solidement ancrées dans la nature allemande et que, de ce fait, les honorer revenait dans le même temps à honorer l'esprit allemand. La vision expansionniste de la grande Allemagne allait de pair avec un sentiment de supériorité s'exprimant à travers une forme de chauvinisme culturel. La politique d'oppression et d'extermination à caractère raciale mise en œuvre plus tard par les nazis a tiré sa légitimité de cette même pensée. Dans ce contexte, les décorations décernées par les fondations Toepfer représentaient, au-delà d'une forme de reconnaissance de prestations individuelles exceptionnelles, l'expression d'un potentiel collectif lié à l'origine. Le fait que l'on veuille aujourd'hui honorer des personnalités telles qu'Ariane Mnouchkine montre bien quel chemin la fondation a parcouru depuis.

Le problème majeur ne résidait cependant pas dans la proximité de Toepfer avec le national-socialisme mais plutôt dans le fait qu'à l'instar d'autres « frontaliers », il remettait aussi et surtout en cause le statut de l'Alsace (voir Chap. 5). En effet, A. Toepfer revendiqua longtemps une « Deutschtümelei » problématique politiquement. Pendant ses années dans les *Wandervogel* (mouvement de jeunesse), soit avant 1914, cette vision restait plutôt inoffensive, mais après 1920, elle s'aligna avec une vision expansionniste de la grande Allemagne pour finir par étayer, après 1940, l'idéologie ethno-raciale du national-socialisme. Mais de là à l'accuser de soutien à l'holocauste, comme ce fut bien souvent le cas, il ne faut pas exagérer.

4. Se confronter au passé

En 1999, le géographe Michael Fahlbusch présenta l'étude approfondie qu'il avait réalisée sur les activités des Groupes de recherche sur les peuples germaniques (*Volksdeutsche*

Forschungsgemeinschaften, VFG), lesquels furent en partie financés par Toepfer.¹⁰ Cette étude s'inscrit dans une veine, déjà fortement répandue quoique encore récente, consistant à révéler au grand jour la complicité jusqu'alors sous-estimée ou niée de personnalités issues des sciences humaines – en particulier l'histoire, la géographie et l'ethnologie – avec le régime nazi.¹¹ On ne conteste plus guère aujourd'hui que la science a été plus politique et s'est davantage engagée aux côtés du Troisième Reich qu'on a bien voulu, ne serait-ce que par égard pour les savants, l'admettre pendant longtemps. Quant à l'évaluation des répercussions de cet engagement, c'est une autre question.

M. Fahlbusch peut certes dresser le tableau de l'idéologie ignominieuse de la *Volkstumkunde* (science de l'identité populaire) et des liens qu'elle entretenait avec les services administratifs du Troisième Reich. Mais concernant la « contribution scientifique à l'holocauste », dénoncée haut et fort dans la préface et la postface, elle ne se trouve aucunement étayée dans le cœur du texte.¹²

Pourtant, ce serait un élément très intéressant dans le cadre d'un jugement à porter sur le mécène hambourgeois, car nombreux furent les prix de la Fondation Johann Wolfgang Goethe décernés par des membres des VFG, disposant d'un siège dans un conseil d'administration, à d'autres membres des VFG. M. Fahlbusch désigne les services d'assistants de la *Volkstumkunde* de « coopération avec le système nazi » et parle d'« attitude consistant à se serrer les coudes avec la direction national-socialiste » ainsi que de « contribution » à l'extermination physique de groupes de la population. L'importance de ces services rendus n'en demeure pas moins assez mal déterminée : avaient-ils simplement pour fonction de légitimer la recherche ou de justifier, voire de stimuler et d'ouvrir la voie à la politique d'extermination, à considérer toutefois que celle-ci en eût besoin ?

En cherchant à opposer, de la manière la plus marquante possible, l'antithèse d'une science toute puissante et néfaste à la thèse d'une science totalement inoffensive et dépourvue de tout poids – à laquelle du reste sans doute personne ne croit –, Michael Fahlbusch surestime et exagère l'influence des membres des VFG. Il va même jusqu'à qualifier leur contribution de condition sine qua non du génocide, lorsqu'il considère comme établi « que, justement, la

¹⁰ Michael Fahlbusch, *Wissenschaft im Dienst der nationalsozialistischen Politik ? Die « Volksdeutschen Forschungsgemeinschaften » 1931-1945*, Baden-Baden, 1999, 887 pages. – Hartwig Brandt parle (peut-être dans le FAZ) le 28 septembre 1999 d'« obstination à la manière d'une thèse » dans des questions qui nécessitent encore des réponses. Christoph Jahr dans le NZZ du 16/17 octobre 1999 parle d'une « image particulièrement diffuse » et de « rapports supposés mais en aucun cas prouvables ». Pour d'autres entretiens cf. Georg Kreis dans la *Basler Zeitung* du 21 octobre 1999 ou encore Stefan Frech dans la *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte*, vol. 50, 2000, n° 1, pp. 112-114.

¹¹ En 1997, un forum de discussion à Berlin lança le débat sur le rôle des historiens pendant le Troisième Reich ainsi que sur la possibilité de leur participation au génocide. Au centre se situaient les élèves de Rothfels Theodor Schieder et Werner Conze. Publication la plus récente sur ce sujet : Johannes Hürter/Hans Woller (éd.), *Hans Rothfels und die deutsche Zeitgeschichte*, Munich, 2005 (extrait du congrès de l'Institut für Zeitgeschichte, juillet 2003).

¹² Fahlbusch, 1999, pp. 609 et 795.

haute technicité de l'appareil de destruction massive nécessitait obligatoirement un appareil de planification qui soit en mesure de traiter les données nécessaires, afin que le processus d'extermination puisse fonctionner. »¹³

Parfois, un seul petit mot suffit pour donner un sens particulier à une déclaration. Quel est le sens ici de « afin que » ? On pourrait dire des « cartographes ethniques » qu'ils ont ouvert une voie. Mais sont-ils pour autant responsables de l'usage qui fut fait plus tard de ces cartes ? Ou ces cartes auraient-elles été élaborées dans l'intention délibérée de pouvoir procéder ensuite à des déportations brutales et des exterminations de masse ? Pour Karl Schlögel, historien spécialiste de l'Europe de l'Est, qui ne cherche en rien à minimiser le rôle des cartographes, il convient cependant de replacer chaque chose dans son contexte historique. Il rappelle ainsi que les recherches sur le « sol du peuple allemand » remontent à l'époque de la république de Weimar et que les nazis en ont bénéficié après coup : « Cela faisait longtemps que l'Europe de l'Est était découpée selon des critères ethnographiques ; les dirigeants nazi, la Wehrmacht et les commandos d'intervention n'avaient plus qu'à ressortir les cartes et à les lire. »¹⁴

Les adversaires des fondations Toepfer, militants pour la protection de l'Alsace, ne demandaient pas mieux que de voir le mécène hambourgeois associé à ce cercle compromettant. Si leurs plus virulentes critiques visaient en premier lieu les actions remettant en cause l'appartenance française de l'Alsace, le fait qu'on puisse en plus attribuer à ces dernières un passé nazi représentait un atout supplémentaire bienvenu et largement entretenu.

Après les critiques variées dont les activités de Toepfer avaient déjà fait l'objet, les années 1995-96 connurent une véritable percée avec l'action des « universitaires »¹⁵, laquelle fut initiée par un professeur de collège et favorisée par les débats transnationaux liés à la question sur le passé. La critique « de s'être servi de cette fondation, dans un esprit de continuité depuis les années trente, pour défendre la thèse d'une refondation de l'Europe sur une base ethnique et pangermanique » eut pour effet que l'université et le conseil municipal de Strasbourg décidèrent tous deux de se retirer à l'avenir du Prix de Strasbourg. Cette décision entraîna à son tour la fondation hambourgeoise à instituer en 1997 une commission indépendante d'historiens, comme cela s'était déjà fait dans d'autres cas.

¹³ *ibid*, p. 799.

¹⁴ Karl Schlögel, *Im Raume lesen wir die Zeit. Über Zivilisationsgeschichte und Geopolitik*, Munich, 2003, p. 209.

¹⁵ Cf. le « Livre blanc », initié et principalement rédigé par Lionel Boissou, *Ombres et lumières sur les fondations Toepfer*, Strasbourg, 1996, 59 pages. L. Boissou s'était exprimé précédemment dans : « Alfred Toepfer : Un „Ami de l'Alsace" », in *Saisons d'Alsace*, n° 128 (Été 1995), pp. 99-108.

En 1999, le « passé douteux » de Toepfer fut également l'objet de débats à Bâle. Lionel Boissou, chef de file des historiens alsaciens, reprocha à Toepfer son « agitation à visage découvert »¹⁶, qu'il pratiqua d'ailleurs lui-même ; il obtint, par l'entremise de M. Fahlbusch, un passage à la télévision locale de Bâle. Une interpellation, alimentée par M. Fahlbusch, fut adressée au parlement local. Un journal juif se joignit, toujours en se référant aux thèses de M. Fahlbusch, à la campagne engagée.¹⁷ En plus du gouvernement cantonal, l'université dut également se prononcer – à cause du titre de docteur honoris causa.¹⁸ Pour éviter toute polémique supplémentaire, on « abandonna » discrètement le Prix Burckhardt de la fondation bâloise, qui avait toujours été célébré en grande pompe. Les lauréats de 1995, Heinz Spoerli et Paul Sacher restèrent ainsi les derniers noms sur la liste de remise des prix. Depuis, d'autres prix ont également été supprimés tels que le *Oberrheinischer Kulturpreis* en 1996, dans le souci d'éviter tout amalgame avec le mouvement politique régionaliste.¹⁹

Le manque de lisibilité de l'empire des fondations Toepfer fut source de confusion permanente. La Fondation Alfred Toepfer F.V.S. de Hambourg, avec son Prix Goethe hanséatique créé en 1949-50 (celui-là même qu'Ariane Mnouchkine aurait dû obtenir) et la Fondation Johann Wolfgang von Goethe de Bâle ne sont plus aussi étroitement liées qu'on semble le penser.²⁰ Des critiques de la fondation ont évoqué à tort la « filiale » bâloise. Bien qu'il ait existé et existe toujours des liens personnels forts (tels que l'illustre la présence dans les conseils d'administration des deux fondations de la famille Toepfer et de Marie-Paule Stintzi), les deux fondations étaient et restent des structures indépendantes, et ayant adopté, concernant la question du passé, des positions absolument différentes.

Après la disparition de Toepfer, les relations entre les deux fondations furent parfois extrêmement tendues. La fondation hambourgeoise, dans laquelle les descendants directs du fondateur donnaient le ton, opta pour une attitude très ouverte et s'efforça de se confronter à son passé, sincèrement et sans ménagement, afin d'entamer une nouvelle ère. Un accès illimité aux archives fut garanti à la commission indépendante d'historiens et la fondation publia le rapport qui fut en outre rendu public en décembre 1999 lors d'une conférence de presse.²¹ La fondation bâloise, quant à elle, resta clairement en retrait.

¹⁶ Boissou, *Ombres*, 1996, p. 7.

¹⁷ Schlomoh H.R. Gysin, *Israelitisches Wochenblatt* du 23 avril et du 11 juin 1999. Gysin se référait également à Karl Heinz Roth, Brême.

¹⁸ Interpellation d'Ueli Mäder du 12 avril 1999. Mäder était à l'époque privat-docent en Sociologie à l'université de Bâle. Le dépositaire de l'interpellation se référait à une émission de télévision locale de Bâle, en date du 17 mars 1999, dont le point de départ était les critiques adressées par Lionel Boissou. La réponse écrite à l'interpellation parvint le 11 mai 1999. Elle rectifia un certain nombre de suppositions erronées, se joignit à l'université pour renvoyer aux éclaircissements de la commission indépendante d'historiens et laissa entrevoir, dès que les résultats de la commission seraient connus, une prise de position finale, laquelle ne parut jamais et n'est d'ailleurs plus attendue par personne.

¹⁹ Article de G. Kreis dans le *Bericht 2000*, p. 112 (cf *infra* note 21).

²⁰ À cela s'ajoutent des confusions répétées avec les fondations Goethe de Freiburg et de Vaduz qui ont existé antérieurement.

²¹ *Alfred Toepfer (1894-1993), Kaufmann und Stifter. Bausteine einer Biographie - Kritische Bestandesaufnahme*, Georg Kreis, Gerd Krumeich, Henri Ménudier, Hans Mommsen et Arnold Sywottek (éd.), Hambourg, 2000, 488 pages (nommé Bericht 2000). Ont également contribué à ce rapport sous leur propre nom : Hugbert Flitner, Christian Gerlach, Hans-Jürgen Heinrich, Winfried Marx, Arne

Cédant à la forte pression, elle accepta également la rédaction d'un rapport par un historien indépendant mais, pour des raisons brumeuses, ne rendit jamais les résultats publics.²²

On pouvait par exemple lire dans le rapport de Peter Lussy qu'il était déconcertant que Toepfer apparaisse en défenseur de l'unité européenne et qu'il donne, « dans le même temps, souvent l'impression d'être resté très attaché à une certaine mentalité militaire et *völkisch* (national-populaire) ». ²³ De la même manière qu'il fut impossible à Toepfer de prendre ses distances vis-à-vis de la première moitié de sa vie, la fondation bâloise éprouva des difficultés à entamer, particulièrement en Alsace, une nouvelle ère après la disparition de Toepfer.

Il semble que l'opposition que rencontrèrent les activités de Toepfer fut le fait d'un certain bastion français et n'ait concerné que l'axe franco-allemand. Le coup d'éclat autour du refus d'Ariane Mnouchkine a semblé le confirmer. Avant d'approfondir le conflit – allant une fois de plus dans ce sens – autour de l'engagement de Toepfer pour l'Alsace, il convient d'évoquer brièvement la controverse autour du Prix Grillparzer, car elle nous montre deux choses : premièrement, que Toepfer s'est également confronté à une certaine résistance de la part de l'Autriche et deuxièmement, ce qui est plus remarquable, que celle-ci se distingue en ce qu'elle s'est déclarée particulièrement tôt, dès 1992.

5. La peur de la colonisation en Autriche

La création du Prix Grillparzer, doté de 25 000 DM pour des personnalités remarquées pour leurs performances culturelles « exemplaires » en Autriche ainsi que de deux bourses de voyage – de 2 500 DM chacune – récompensant de jeunes talents « très prometteurs », fut annoncée à l'occasion d'un dîner en l'honneur du lauréat du Prix Herder, à l'Hôtel de Ville de Vienne, et fut effective en août 1990. Il fut prévu que les prix seraient décernés par l'université de Vienne, la première édition devant avoir lieu à l'occasion du 200^e anniversaire de Grillparzer en janvier 1991 dans la grande salle des fêtes de l'université et le premier prix être décerné à Peter Handke.

Avant la remise des prix, un petit groupe protestataire, organisé autour de Christian Michelides, étudiant en théâtre déjà d'un certain âge, réussit à s'attirer une couverture médiatique disproportionnée en exigeant du rectorat qu'il annule la cérémonie et indemnise

Radtke-Delacor, Jan Zimmermann. En complément, cf. d'autres publications séparées telles que le travail de Hornfeck (cf. *supra* note 2) et celui de Jan Zimmermann, Meik Woyke, *Die Kulturpreise der Stiftung F.V.S. 1935-1945*, Hambourg, 2000, 951 pages.

²² Peter Lussy, *Bericht über die Tätigkeit der Johann Wolfgang von Goethe-Stiftung Basel 1968-1999*, Bâle, 2000, 89 pages ainsi que les annexes très riches. Lussy (lic.phil.) a participé au projet, sur l'intervention de G. Kreis. Ce rapport est à consulter à la bibliothèque de l'université et aux Archives nationales

²³ Lussy, 2000, p. 53.

les lauréats par ses propres moyens.²⁴ C. Michelides s'indigna du fait qu'une fondation allemande puisse récompenser un écrivain autrichien au nom d'une figure nationale de la poésie autrichienne. Selon ses propos, cette « nouvelle forme allemande d'exercice du pouvoir » était encore plus perfide que l'ancienne, sous le régime nazi, et l'Autriche se voyait de nouveau annexée ; il souligna encore qu'il s'agissait d'un « acte éhonté de colonisation culturelle ».²⁵ La presse rapporta, sans d'ailleurs s'en indigner outre mesure, que Toepfer avait mené une politique d'attribution des prix s'appuyant sur l'idéologie de la Grande Allemagne, citant ainsi la déclaration de 1932 relative aux objectifs de la fondation, qui consistaient à promouvoir les pays frontaliers et ceux de leurs habitants qui avaient œuvré en faveur du *Volkstum*. « Ils forment ainsi une couronne, ou un talus / barrage autour de la germanité intérieure. »²⁶ On put lire après la remise du prix que le recteur de l'université de Vienne se serait senti obligé, en raison des attaques visant le fondateur, de louer les « activités humanitaires » du mécène. On critiqua plus généralement par la suite, sous le titre « *Filz, Eklats und Intrigen* » (Velours, scandales et machinations) le cirque des distinctions et, concernant le nouveau Prix Grillparzer, le fait que le choix du lauréat se porte sur un écrivain déjà hautement considéré et consacré pour lequel ce prix ne signifierait qu'une distinction supplémentaire, et que par conséquent, l'esprit de la récompense s'en trouvait détourné, car il ne s'agissait pas de distinguer un talent, mais plutôt d'attirer l'attention sur un nouveau prix en s'appuyant sur un auteur déjà reconnu – thèse qui nous ramènerait au chapitre 2.²⁷

La prise de position la plus détaillée fut publiée dans la rubrique littéraire du quotidien *Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ)*, sous la plume d'Ulrich Weinzierl, journaliste viennois critique indépendant s'affirmant de manière prononcée contre le racisme sous toutes ses formes.²⁸ U. Weinzierl écrit, « pour faire honneur à la vérité historique », que les fondations Toepfer, en partie également sous la responsabilité du fondateur, auraient dans les faits servi les visées du régime du troisième Reich. Il serait cependant malhonnête de passer sous silence « les centaines de millions en faveur d'une véritable promotion de la culture européenne centrée sur l'être humain » mis à disposition depuis la Seconde Guerre

²⁴ C. Michelides est entré dans la publicité fin 1992, pour devenir plus tard directeur artistique chez GKG-Wien, puis, et c'est assez croustillant... chez McCann-Erickson Deutschland ! Il s'est fait connaître par la suite comme militant des Droits de l'Homme et président de l'association gaie et lesbienne autrichienne. Wendelin Schmidt-Dengler, germaniste viennois et membre du conseil d'administration Grillparzer, l'a qualifié, dans le *profil* du 7 décembre 1992, d'« esprit brouillon » sans intentions claires, et la critique visant Toepfer de « polémique appétissante, mais pratiquement vide de contenu ».

²⁵ C. Michelides, dans le *Wiener Arbeiterzeitung* de janvier 1991, cité dans l'édition du 21 janvier 1991 de *profil*. Les craintes étaient encore là, cf. Inge Santer, « Ist Österreich eine deutsche Wirtschaftskolonie? Aufgeschreckte Donaurepublik: Patrioten warnen vor einem neuerlichen „Anschluss“ – diesmal durch die Hintertür », *Weltwoche*, 5 septembre 1996.

²⁶ Les statuts de 1932 déclarent entre autres : « La fondation doit porter son attention sur les régions et pays aux frontières de l'Empire, de l'autre côté de ses frontières, dont les peuples sont allemands ou bas-allemands. » cf. la contribution de Flitner/Woyke, *Bericht 2000*, p.279. Ferner Zimmermann, 2000, p. 92.

²⁷ *Manager Magazin* 10/1991 au sujet de la « Krieg der Stifter », p. 324.

²⁸ Spécialiste reconnu de la littérature allemande, alors collaborateur de la FAZ, aujourd'hui de *Die Welt*, auteur d'une excellente biographie de Hoffmannsthal (Zsolnay/Hanser Verlag 2005), fils de la célèbre historienne Prof. Erika Weinzierl.

mondiale par Toepfer.²⁹ Au sujet de C. Michelides, il dit : « À partir de demi-vérités, d'exagérations et d'allégations, il a concocté un mélange qu'une pincée de paroles antifascistes manipulatrices devait rendre encore plus appétissant. » Et concernant l'impact de son action, U. Weinzierl fit remarquer qu'il devait donner à réfléchir en ce qu'il représentait le « symptôme d'un malaise latent en Autriche face à la nouvelle Grande Allemagne. »³⁰

La continuité, non pas de l'expansionnisme lié à l'idéologie de la Grande Allemagne, mais de la vie d'Alfred Toepfer, fut peut-être encore plus grande que ne l'avait remarqué U. Weinzierl. Ainsi en est-il des honneurs pour « hautes distinctions » que le fondateur reçut de l'Autriche et de Vienne.³¹ Dans la liste officielle figurent un titre de docteur *honoris causa* de l'université de Vienne, la nomination en 1974 au titre de sénateur d'honneur de l'université de Vienne ainsi qu'un titre de Professeur remis en 1981 par le Président autrichien.³² Le titre de docteur *honoris causa* de l'époque nazie (1944) ne figure pas sur la liste et est longtemps resté une énigme. Pour les détracteurs alsaciens de Toepfer, il était clair que ce titre était le résultat de la proximité du mécène avec les nazis.³³ Mais en y regardant de plus près, on peut mettre au jour des faits qui contredisent complètement cette thèse : sur une initiative du recteur de l'université de Vienne, datée du 18 décembre 1943, la faculté de philosophie se pencha sur la question de la remise du doctorat *honoris causa* à Alfred Toepfer et présenta sa proposition à l'unanimité le 11 janvier 1944. Le rectorat la fit parvenir le 10 mars 1944 au ministère du Reich pour les Sciences, l'Éducation et la Formation populaire. Or, Berlin refusa de donner son accord. On peut lire dans une lettre du recteur au ministère, en date du 6 mai 1944 : « En raison d'un acte de la police secrète d'État de Hambourg en date du 17 avril 1944 (...), je retire (...) la demande (...) dans son intégralité. » Cet épisode fut mis en parallèle, dans le rapport de l'université de 1973/74, avec la nomination en tant que sénateur d'honneur. L'auteur du rapport ne développa à aucun moment l'idée selon laquelle la tentative de distinction de 1943/44 ait été liée aux relations de pouvoir de l'époque, et ne vit dans l'hommage rendu en 1974 que la réparation d'un camouflet infligé trente ans auparavant. Les motivations à l'origine de la récompense seraient dans l'ensemble restées aujourd'hui les mêmes qu'hier et attireraient l'attention sur « la continuité respectueuse de la personnalité et de l'œuvre d'Alfred Toepfer. »³⁴ De même, les honneurs de 1944 ne devaient

²⁹ U. Weinzierl renvoie également à l'arrestation par la Gestapo en 1937, entretemps remise en cause.

³⁰ « Österreich fürchtet den kulturellen Anschluss. Aufregungen um den neuen Franz-Grillparzer-Preis », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 17 janvier 1991, p. 25.

³¹ Entretien radiodiffusé sur l'ORF le 3 janvier 1991.

³² Alfred Toepfer zum 100. Geburtstag, 13 juillet 1994, p. 51

³³ Contributions de Bishoff et Boissou, *Ombres*, 1996, pp. 4 et 7. On trouve déjà, dans la contribution de Zimmermann au rapport des historiens, l'indication selon laquelle le projet de doctorat *honoris causa* a échoué, ce qui montre les sentiments mélangés des instances nazies à l'égard de Toepfer (2000, p. 243). Au sujet du projet d'attribution du doctorat, cf. Kreis, *Bericht 2000*, p. 117.

³⁴ *Universität Wien. Das Studienjahr 1973/74*, Rapport de Werner Welzig, pp. 14-16 (amicalement mis à disposition par le recteur de l'époque, Prof. Georg Winckler).

pas, aux yeux de Toepfer, sentir le parfum de la suspicion, il y voyait plutôt quelque chose qui, indépendamment des questions de date, lui revenait de droit et lui avait été retiré à tort. C'était un trophée, auquel le *Dr. h.c. mult.* ne renoncerait pas aussi facilement.

Autre aspect frappant de continuité : lors de la création du conseil d'administration à cinq têtes du Prix Grillparzer, Toepfer donna au rectorat une liberté exceptionnelle. Selon sa volonté, Gertrud Fussenegger, alors âgée de 78 ans, devait faire partie du conseil d'administration. Elle avait reçu en 1979 le Prix Mozart de la Fondation Toepfer, qui avait été créé à l'époque nazie, et demeurait pour certains l'écrivain qui, en 1938, alors âgée de 26 ans, avait loué le Führer, avait écrit dans le *Völkischer Beobachter* et écrivait encore des textes antisémites dans les années 1943/44. Le peu de conviction dont Gertrud Fussenegger fit preuve quand il s'agit, dans les années 1990, de reconnaître la nature criminelle du régime nazi s'illustre très bien dans une de ses déclarations selon laquelle elle aurait considéré l'antisémitisme, à l'époque, « de la même façon que l'on considère aujourd'hui que la pornographie a tout à fait sa place dans l'espace de liberté. »³⁵

Le but de la nouvelle fondation se voyait ainsi explicité (ou justifié) par le fait que Toepfer mettait chaque année à disposition, depuis un quart de siècle, sept Prix et Bourses Herder récompensant des savants ou artistes polonais, tchécoslovaques, hongrois, yougoslaves, bulgares, roumains et grecs, et qu'il voulait désormais également faire quelque chose pour l'Autriche.³⁶

La contestation trouva sa source dans un mélange de motivations dont le poids des différentes composantes est difficile à évaluer. Il sembla tout d'abord que l'on voulait protéger de la nouvelle concurrence un prix éponyme plus ancien, mais endormi depuis deux décennies. Puis le ressentiment anti-allemand, déjà diagnostiqué par U. Weinzierl et qui se manifestait avec force depuis la réunification allemande, commença à se faire sentir. À quoi vinrent s'ajouter les réserves touchant directement le fondateur. En janvier 1992, lors de la deuxième remise du prix, cette dernière composante devait encore gagner en vigueur.

En 1992, le prix récompensa le romancier Hans Lebert, âgé de 73 ans. Il accepta l'honneur et la dotation, mais ne se rendit pas à la cérémonie et fit réciter par un comédien du *Burgtheater* de Vienne une tirade contre le fondateur du prix. Il fit appel au ressentiment national et mit en garde contre une répétition funeste de l'Histoire. Il fit remarquer qu'il était

³⁵ Interview révélatrice de l'écrivain G. Fussenegger par C. Michelides dans le *Tageszeitung* du 23 octobre 1993, suite à son obtention du Prix Jean-Paul. En introduction, on peut lire la constatation du ministère bavarois de la Culture, qui remet les prix, selon laquelle G. Fussenegger aurait « vivement déploré son aveuglement » de l'époque. Sont concernés les textes problématiques « Stimme der Ostmark » du 12 mars 1938 et le texte antisémite extrait de « Inneres Reich », avril 1943, cahier 1, pp. 65-7, publié en 1944 sous le titre *Böhmische Verzauberungen*.

³⁶ Entretien radiodiffusé sur l'ORF le 3 janvier 1991.

difficile à avaler qu'un prix allemand puisse porter le nom d'un auteur classique autrichien, agita le fantôme de la colonisation, et qualifia d'absurdité le fait qu'une fondation qui avait propagé l'idéologie de la Grande Allemagne dans les années 1930 puisse le distinguer, lui précisément, « patriote et antifasciste autrichien ». Il reprocha à Toepfer de continuer à poursuivre des visées annexionnistes : « D'abord arrivent les missionnaires qui changent la face du monde, puis viennent les marchands qui corrompent les chefs de tribu avec des cadeaux plus ou moins onéreux, et enfin, les troupes d'annexion qui viennent hisser le drapeau étranger. »³⁷ L'ambassadeur allemand Philipp Jenninger³⁸ partit, en signe de protestation, et des tracts du magazine *Forum* reprenant le discours furent distribués avant la fin de la cérémonie.³⁹

Alfred Toepfer, déjà âgé, essaya de présenter sa biographie sous un jour plus acceptable au travers d'une longue lettre adressée à l'insolent écrivain primé. « On vous a visiblement mal informé. » Selon lui, le but des prix des années 1930 concernait seulement le « grand espace économique médiéval de la Hanse », c'est-à-dire la Grande-Bretagne, la Hollande, la Flandre, la Scandinavie, la Finlande et les pays baltes. De plus, il se présenta comme un homme de la Résistance (qui aurait été en relation avec Ernst Niekisch⁴⁰ et Ernst Jünger et aurait encouru la « potence » du fait de ses activités en 1943/44). De nouveau en action après 1948, il aurait alors étendu ses prix à toute l'Europe. La lettre se termine par l'invitation suivante : « Vous devez consacrer la force de votre écriture à l'Europe unie qui se dessine, ainsi qu'à son avenir. Vienne a été autrefois le centre du Saint Empire romain germanique. Vienne devrait, avec Strasbourg, peut-être de façon alternative, devenir capitale de l'Europe. »⁴¹

La campagne d'information « erronée », ou plutôt unilatérale et qui avait apparemment également joué dans le cas d'A. Mnouchkine, se poursuivit. Au printemps, C. Michelides tenta, dans une longue lettre, de dissuader une lauréate slovène d'accepter son prix. Il la félicita tout d'abord pour la reconnaissance de son œuvre par ce « jury célèbre », mais ensuite il aborda le problème en question : « Nous craignons néanmoins que vous ne soyez pas au fait du passé de Toepfer. »⁴² Cette intervention ne fut pas suivie de résultats, mais l'agitation continua. En novembre 1992, de nombreux écrivains reçurent de faux communiqués du rectorat leur annonçant qu'ils avaient été élus lauréats du Prix Grillparzer,

³⁷ Citation d'un autre article de U. Weinzierl, „Österreich dankt“, *FAZ*, 16 janvier 1992.

³⁸ P. Jenninger dut se retirer de la présidence du *Bundestag* suite à un discours considéré comme antisémite.

³⁹ *Forum XXXIX. Jahre*, 15 janvier 1992, n° 457. C. Michelides put s'ériger à maintes reprises contre la fondation Toepfer dans ce magazine (parfois aussi appelé *Neues Forum*).

⁴⁰ Au sujet de E. Niekisch, voir les contributions de Hans Mommsen et Winfried Marx, „Alfred Toepfer in der deutschen Politik von 1913 bis 1945“, *Bericht 2000*, notamment p. 34

⁴¹ A. Toepfer à H. Lebert, 23 janvier 1992, lettre restée sans réponse.

⁴² Neues Komitee zur Rettung des Grillparzer-Preises, Angela Gruber et Christian Michelides, 6 mars 1992, au Dr. Zmaga Kumer, Ljubljana.

entretemps doté de 30 000 DM, pour l'année 1993. Le recteur Alfred Ebenbauer porta plusieurs plaintes auprès du procureur pour falsification administrative et supercherie.⁴³ En mai 1993, la fondation ne put que se rendre à l'évidence, et déclarer ce que U. Weinzierl avait déjà pressenti en janvier 1992 : la fin du prix.⁴⁴

6. La question alsacienne

Toepfer œuvra, à chaque fois que l'occasion se présentait, en faveur « du retour dans le giron de la patrie des fractions du peuple qui avaient été perdues. » Le cadre de ce mouvement s'entendait d'un point de vue non seulement culturel, mais aussi plus ou moins biologique. Son *Grenzlandarbeit* allait des régions du nord, depuis les côtes basses-allemandes allant de Gand à Königsberg, aux frontières de l'est dans le *Burgenland* autrichien, jusque dans les Sudètes au sud et en Alsace à l'ouest. L'Alsace, qu'il avait déjà parcourue avant 1914 quand il était étudiant, aurait bien pu devenir d'une importance particulière à ses yeux. Faisant référence d'une façon originale à l'amour de jeunesse de Goethe à Sesenheim, le marchand hambourgeois voulut dès 1931/32 créer une auberge de jeunesse dans ce village constituant un avant-poste de la culture allemande.

On trouve également dans le rapport de P. Lussy les explications de Toepfer qui nous éclairent sur les raisons qui l'amenèrent à accorder autant d'importance à l'Alsace : « Il y a parfois des personnes qui, un peu choquées, s'étonnent : encore une distinction pour un Alsacien. Il y a beaucoup à dire à ce sujet (...). Il n'y a certainement pas d'autres régions en Europe qui aient autant souffert que l'Alsace. Il n'y a pas non plus d'autres régions en Europe où l'on compte autant de talents extraordinaires, d'hommes formidables, et je suis convaincu qu'il n'existe pas non plus d'autres régions ayant subi des épreuves aussi terribles dans l'Histoire et comptant autant de grands hommes et talents voués à l'esprit européen, agissant en faveur de la réconciliation franco-allemande. »⁴⁵

La Suisse ne faisait pas partie du programme pangermaniste de Toepfer. En revanche, la ville de Bâle avait été envisagée dès 1930 pour accueillir le siège de la fondation. C'est dans cette ville qu'auraient dû être basées ses affaires internationales, ainsi hors de portée du fisc allemand. Comment cela se fait-il que Toepfer, après Hambourg, ait voulu précisément établir ses sources supplémentaires de revenu à Bâle ? Il est possible que la proximité avec la France ait joué un rôle. Depuis Bâle, on pouvait facilement s'investir en Alsace, sans y être présent physiquement. Mais le Liechtenstein offrant de meilleures conditions

⁴³ Ruth Rybarski, « Autoren verarscht », in *profil* du 7 décembre 1992.

⁴⁴ En mars 1993, le prix a encore été décerné une troisième fois, à Albert Drach.

⁴⁵ Discours d'A. Toepfer en 1978, cité par Lussy, 2000, p. 34, note 143.

financières, Toepfer n'établit pas le siège à Bâle, mais d'abord à Vaduz. En 1968, c'est bien à Bâle finalement qu'il transféra le siège, après que les conditions financières y sont devenues plus intéressantes.

A. Toepfer retourna en Alsace au début des années 1960. En 1963, il fonda le Prix de Strasbourg, en 1965 il acheta une belle maison Renaissance et en fit un lieu de rencontres internationales. En 1973, il fit l'acquisition du château de Klingenthal dans les environs de Strasbourg dans le même but, ce qui engendra des réactions de grogne liées au « bradage du pays » aux Allemands au fort pouvoir d'achat.⁴⁶ Le premier grand scandale éclata en 1979, suite à la remise du Prix Europe de l'Homme d'État au Premier Ministre Raymond Barre et au Chancelier allemand Helmut Schmidt, les médias rapportant de façon marquée, que Toepfer aurait eu un « passé nazi ».⁴⁷

Marie-Paul Stintzi, déjà mentionnée plus haut, Alsacienne originaire de Mulhouse, était en charge de la gestion de la fondation de Bâle. En 1963/64, alors étudiante, elle était entrée en contact avec la fondation au travers d'une bourse. Trois années plus tard, elle collaborait déjà pour la fondation, puis elle fut par la suite en charge de plus hautes fonctions. En 1986, le fondateur Toepfer, déjà âgé de 92 ans, lui demanda sa main – sans succès. Marie-Paul Stintzi, qui avait remis beaucoup de distinctions, reçut le titre de Chevalier de la Légion d'Honneur en 1996. Démonstration fut ainsi faite que M.-P. Stintzi n'était pas considérée comme un agent de l'expansionnisme allemand, mais comme faisant partie des personnalités appréciées de la société française.⁴⁸

Ce qui a fait du mécène une « bête noire » en France, ce n'est pas tant, comme on l'a dit, « l'assistance à l'Holocauste », mais plutôt la participation aux efforts en faveur de l'annexion de l'Alsace, et, encore plus grave, la poursuite de ce prétendu engagement après 1945. Plus largement, d'un point de vue français et au regard du droit des peuples, de la démocratie et des Droits de l'Homme, on pouvait faire le reproche à Toepfer de considérer que le monde allait bien en 1940/41 et que les choses auraient pu rester en l'état : il voyait d'un bon œil le « retour à la patrie » de l'Alsace, dans le giron du Reich, et trouvait une Europe sous l'hégémonie du régime nazi acceptable.

Il est intéressant de constater que Toepfer passait sous silence dans ses déclarations la politique nationale et donc les questions relatives à l'occupation allemande, à la perte de souveraineté de la France et à l'appartenance de l'Alsace. Il détournait l'attention de son

⁴⁶ cf. contribution de Kreis, *Bericht 2000*, p. 122 et s.

⁴⁷ *Ibid*, p. 135 et s.

⁴⁸ M.-P. Stintzi indique qu'elle a reçu cette distinction pour son engagement social en dehors de ses activités pour la fondation Toepfer (*Contribution Kreis, Bericht 2000*, p. 171). L. Boissou, *Ombres*, 1996, p. 10, voit les choses autrement.

attitude en mettant l'accent sur l'Alsace et les seuls Alsaciens. Il évoquait la « destinée riche en retournements » de cette région, s'extasiait devant ses paysages, ses édifices et l'« efficacité au-dessus de la moyenne » de ses habitants. D'après lui, le nationalisme aurait joué son rôle historique et la mission européenne aurait ainsi commencé. « Il faut commencer pour cela avec la réconciliation franco-allemande. Dans ce cadre, l'Alsace, en raison de sa connaissance intime de la France et de l'Allemagne, remplit sa grande mission européenne. »⁴⁹

À l'époque nazie, l'« approche européenne » du franchissement des frontières consista à jeter des ponts à partir des régions frontalières allemandes vers les « peuples étrangers ». Le fossé, avec ce « programme de ponts », devint cependant plutôt plus profond. À partir de 1943, il s'agissait de protéger l'Europe des « puissances étrangères au territoire » (les États-Unis et l'URSS).⁵⁰ Ce n'est qu'après 1945 que Toepfer s'intéressa à une façon de voir l'Europe qui avait pour fondement un partenariat entre des cultures plus ou moins sur un pied d'égalité.⁵¹

Pour Toepfer, l'Alsace était un modèle réduit de l'Europe, en tant que région européenne définie par le *Volkstum*, et dans le même temps désétatisée, trans- ou anationale. Cette façon de considérer l'Europe et les régions aurait eu, dans son application, des implications différentes pour la France et l'Allemagne : l'érosion du national qu'espérait A. Toepfer devait dans ce cas porter atteinte à la définition française de l'État-Nation, alors que le renforcement souhaité du *Volkstum* devait entraîner le renforcement de l'idée d'une nation allemande au sens *völkisch*. Toepfer évoluait encore dans les années 1970 dans cette ambivalence. Ce qu'écrivit (vraisemblablement) Hermann Bickler, proche de Toepfer, dans une lettre adressée en 1979 au Chancelier Helmut Schmidt, dont on trouve – ce n'est pas un hasard – une copie dans la documentation de Toepfer, pourrait très bien résumer sa position : d'une part, il voulut rappeler au bon souvenir du Chancelier la place de l'Alsace en tant que lien européen au-delà de toute considération politique puis, d'autre part, exposa son espoir que la capitale strasbourgeoise puisse obtenir « une aide au moins idéale de la part d'un gouvernement allemand fort [...] comme son homologue Bruno Kreisky l'avait fait pour ses compatriotes du Tyrol du sud. »⁵²

7. Le rôle de l'Europe

⁴⁹ A. Toepfer à Pierre Bockel, Archiprêtre de la cathédrale de Strasbourg, 23 octobre 1979 (Contribution Kreis, *Bericht 2000*, p. 158).

⁵⁰ cf. rapport Zimmermann, *Bericht 2000*, p. 249.

⁵¹ cf. contribution Kreis, *Bericht 2000*, p. 158 et s.

⁵² cf. Contribution Kreis, *Bericht 2000*, p. 159.

Toepfer voyait la Seconde Guerre mondiale comme une opportunité gâchée d'unifier l'Europe. Le fait que cette unité aurait eu lieu dans le cadre d'une revendication hégémonique de son pays ne le gênait pas. Les dîners-débats de Toepfer, improvisés la plupart du temps, étaient toujours pour lui l'occasion de tenir des propos démontrant à quel point il était incapable de prendre ses distances avec une époque dont il avait, directement ou indirectement, été l'un des acteurs. De façon bénigne, il pouvait, sans prendre conscience du caractère désagréable ou tout simplement blessant de ses propos, prononcer, lors de dialogues avec des Français, des formules telles que « lorsque je me trouvais à Paris, en 1940... ». De façon plus inquiétante, il expliqua en 1975, à des invités fortement peinés, que les jeunes femmes assises sur les genoux des soldats allemands, lors de l'occupation de Paris en 1940, étaient une preuve de la profonde amitié franco-allemande.⁵³ Afin d'apporter la preuve de leur volonté de réconciliation et de leur humeur pacifique, Toepfer et ses partisans renvoyaient à un dialogue sur l'avenir avec l'écrivain Ernst Jünger, à Paris. Mis à part le fait que cet entretien se soit tenu avant la défaite allemande qui se profilait, on remarquera à quel point Toepfer, même après 1945, parlait du principe avec une évidence aujourd'hui incommode qu'il séjournait du reste en France en tant que membre de la *Wehrmacht*.

L'attitude fondamentale et la façon de penser de Toepfer ne changèrent pas après 1945. Il resta toujours, en ce qui concerne l'Allemagne, fidèle à l'esprit du nationalisme traditionnel, et plaida, en ce qui concerne les régions germaniques en dehors des frontières allemandes, en faveur d'un assouplissement des frontières : lorsque Carlo Schmid parla, lors de la remise de Prix de Strasbourg en 1970, des conséquences néfastes de la guerre de 1870/71, déjà vieille de 100 ans (et qui avait entraîné l'annexion de l'Alsace), Toepfer laissa entendre lors de son discours final qu'il ne partageait pas les conceptions de l'orateur. Dieter Tiemann nota dans ses recherches sur le Prix de Strasbourg que cette réaction montrait « combien il était difficile à Alfred Toepfer, malgré sa propension à promouvoir l'entente franco-allemande, de s'abstraire de sa vieille conception de la nation forgée par sa culture et de reconnaître l'Alsace comme faisant partie intégralement de la France. »⁵⁴

On peut s'étonner et être irrité de voir avec quelle facilité on est passé après 1945, et sans que cela ait donné lieu à une profonde remise en cause des positionnements, d'une conception de l'Europe à la merci d'Hitler à une conception de l'Europe basée sur la compréhension entre partenaires égaux. L'Alsace, souvent décrite comme une Europe à petite échelle, devait être – faute de mieux – puisqu'elle n'était plus allemande et que l'on

⁵³ Ces propos ont été rapportés par quatre témoins qui ne se connaissaient pas et qui participaient à cette réunion privée, mais officielle à Bâle, parmi eux notamment Herbert Lüthy, Prix Jacob Burckhart 1975 et excellent connaisseur de la France.

⁵⁴ Dieter Tiemann, *Abriss der Geschichte des Strassburg-Preises. Manuskript 1999*, note 54. 2001, Verlag Christians, Hambourg.

regrettait qu'elle soit de nouveau française, au moins un mélange franco-allemand. Cela ne signifie pas que se cachait derrière ce « Toepferisme » l'idée du séparatisme. On n'a à ce jour aucune preuve démontrant que Toepfer ait été après 1945 actif en ce sens ou qu'il ait soutenu des séparatistes.

Par ailleurs, Toepfer fit preuve d'une hardiesse pour le moins effrontée lorsqu'il suggéra dans les années 1970 qu'il avait déjà développé à l'été 1940 la conception de l'Europe qu'il défendait dans les années 1950 et 1960. Le conseil d'administration du Prix de Strasbourg était plutôt prudent sur la date de conversion de son mécène et déclara dans les années 1990 que le tournant avait eu lieu en 1943. Toepfer aurait pu en gros laisser entendre qu'une « réconciliation européenne » devait ou pouvait avoir lieu sous hégémonie allemande, alors qu'elle s'évanouissait à cause du cours que prenaient les affaires du monde. Cependant, la proposition, forcément associée à un contexte nouveau, d'une Europe toujours marquée ethniquement (*völkisch*), formée à égalité de parties constituantes, était toujours présente. À l'été 1944, il parla de la « nécessité de veiller et de promouvoir l'égalité de tous les peuples autochtones en Europe. » En juillet 1944, quelques semaines après le Débarquement de Normandie, Toepfer énonça des propositions pour l'Europe qui s'inscrivaient sans transition dans la nouvelle réalité : il parla d'un « espace européen avec une armée, une économie et une politique étrangère unifiées comme aux États-Unis – mais dans la reconnaissance de la grande diversité des peuples européens, de leur liberté d'épanouissement culturel et de leur égalité en droits. »⁵⁵

Le renforcement par le Traité de Maastricht de 1992 de « l'Europe des régions », modeste contrepoids au centralisme bruxellois qui s'annonçait, parut aux yeux de L. Boissou et d'autres nationalistes français, si elle n'avait pas été expressément créée à cet effet, tout du moins utile pour permettre l'éclatement des régions étrangères bordant les frontières allemandes et les incorporer directement ou indirectement à l'Allemagne.

Le reproche principal fait à Toepfer ne résidait pas tellement, comme on l'a déjà dit, dans ses implications avec le régime nazi, la principale critique concernait et concerne toujours le fait que le négociant en céréales et ses partisans minèrent l'unité de l'État français et, dans l'entre-deux-guerres comme dans l'après-guerre, agirent en faveur de la séparation de l'Alsace. Dans la longue liste de reproches faits à Toepfer figurait également le fait qu'il avait décoré un séparatiste occitan à Toulouse en 1976.⁵⁶

⁵⁵ A. Toepfer à Werner Best, compagnon de route de Jünger et homme de la Gestapo, 7 juillet 1944 (*Bericht 2000*, p. 160). Cf. l'excellente biographie de Ulrich Herbert, Berlin 2001.

⁵⁶ Prix Ossian pour Robert Laffont (Boissou, *Ombres*, 1996, S. 8). Au sujet de la problématique sur ce mouvement séparatiste, cf. Isidora Opacic, *Nos ancêtres les Cathares. Die katharische Bewegung in den Identitätsvorstellungen des Pays d'Oc, und ihre Deutungen in der nationalen französischen Geschichtsschreibung*, Mémoire de Licence d'Histoire, Université de Bâle 2005.

C'est Lionel Boissou, professeur à Mulhouse, qui joua le rôle de l'accusateur en chef. Il prouva grâce à un travail minutieux que la position allemande dans les années 1920 s'efforçait de récupérer à son profit les mouvements régionalistes français.⁵⁷ Avec un certain penchant pour la théorie du complot, il pense qu'il faut, encore aujourd'hui, mettre en garde contre les agissements du ministère de l'Intérieur allemand. Le concept de « l'Europe des régions » lui apparaît, ainsi qu'à d'autres nationalistes inquiets, comme une offensive sur les différentes régions frontalières et, plus particulièrement, contre l'unité française.⁵⁸ Quand il s'agit d'identifier l'ennemi, on se retrouve rapidement sur la trace de cercles néonazis, mais même un Joschka Fischer devient suspect avec son célèbre discours en 2000 à l'université Humboldt, « Vom Staatenbund zur Föderation » (De la Confédération à la Fédération).⁵⁹ On retrouve la même façon de voir les choses chez Yvonne Bollmann, germaniste alsacienne, travaillant à Paris. En 1996, elle déclara que l'accent mis sur l'identité alsacienne était utilisé par certaines personnes comme « machine de guerre » en faveur de l'Allemagne contre la France, que des personnalités politiques en Bade-Wurtemberg voulaient s'approprier l'Alsace et que le projet de conseil du Haut-Rhin ferait « évidemment » dériver l'Alsace vers l'Allemagne.⁶⁰

De ce point de vue, la création en 1963, dans le cadre de la coordination d'aménagement de l'agglomération en forte croissance de la ville de Bâle, de la *Regio Basiliensi*, pourrait également bien s'avérer très suspecte.⁶¹ On pourrait aussi lui reprocher de vouloir attirer l'Alsace hors de l'État français, d'autant plus que la fondation Toepfer, lors de son établissement à Bâle, élargit ses objectifs, en complétant la périphrase décrivant ses objectifs « au service de l'unité européenne » par « et aussi dans les intérêts de la *Regio Basiliensis*. » Cette formulation avait surtout permis une surveillance de la fondation par les autorités locales, et non par la Fédération. Mis à part cela, rares furent les contacts concrets

⁵⁷ Lionel Boissou, « L'Allemagne et les mouvements identitaires en France, des années 20 à la Seconde Guerre mondiale » in *Cahiers pour l'analyse concrète*, n° 53, 2004. – cf. contribution de Boissou au colloque de Brest de novembre 2001 sur les autonomistes bretons ; cf. entrée en scène plus tardive de Boissou dans l'humanisme sous le titre *L'Espoir et le Réel* ; n° 232/233, mars 1997, dans lequel il vise la politique étrangère ethnique de Berlin et les organisations qu'elle utilise dans ce but. L'Europe telle qu'elle est depuis 1990 serait en passe de se mettre « totalement sous domination allemande » et d'épouser les objectifs de la « géopolitique allemande ».

⁵⁸ Ce n'est bien sûr pas le cas. cf. le rapport d'un congrès de 1995 : *Europa und seine Regionen*, édité par Elisabeth Vyslonzil et Gottfried Stangler, Francfort/M., 1996.

⁵⁹ cf. Charles Saint-Prot : « L'Europe des régions et des ethnies fait en effet partie du grand jeu d'une Allemagne qui n'a pas exorcisé ses vieux démons. (...) La charte européenne des langues régionales et minoritaires, rédigée dans les conditions que l'on sait par des gens que l'on connaît est donc l'un des instruments dans la lutte conduite contre les Etats-Nations, en particulier la France. »

(L'unité nationale en danger, vers 1998, www.jeune-france.org/Unité nationale). L'auteur cite également Boissou et invoque le livre de Walter von Goldenbach et Hans-Rüdiger Minow, *Von Krieg zu Krieg. Die Aussenpolitik Deutschlands*. Berlin 1997 (cf. *Schweiz. Militärzeitschrift* Nr. 8/1997). Minow proposa une plate-forme à Boissou dans un film télévisé, comme Boissou le souligne dans un communiqué du 9 septembre 2004.

⁶⁰ Yvonne Bollmann in *LiMes*, Revue Française de géopolitique n° 1 1996. p. 110/111. Elle publia en 1998 l'essai : *La tentation allemande*, dans lequel elle défend l'idée selon laquelle la conception allemande d'une « Europe fédérale » soutiendrait le véritable objectif d'un « Empire » européen, qui permettrait la domination carolingienne et serait sous domination de Berlin. Bollmann voit, comme Charles Saint-Prot et aussi certainement Lionel Boissou, dans la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires, adoptée en 1992 et signée par la France en 1999 un moyen maléfique pour l'ethnocentrisme de remettre en question l'État-Nation en Europe. « Or l'ethnisme est le moyen le plus sûr de détruire la France » (Bollmann, *La bataille des langues en Europe*, Paris 2001.

⁶¹ Au sujet de la *Regio Basiliensis*, cf. passage correspondant dans ce texte.

avec la *Regio Basiliensis*. Son fondateur et premier dirigeant, Hans Briner, reçut tout de même en 1984 une distinction de la Fondation J.W. V. Goethe.⁶²

8. Les campagnes contre les activités de la fondation

Les efforts de la fondation hambourgeoise pour prendre un nouveau départ grâce à une clarification sans ménagements ne furent pas salués par ses détracteurs toujours en colère, mais plutôt récompensés par les mêmes suspicions stéréotypées. Et ceci, bien que le rapport des historiens ait contenu de nombreuses découvertes (que l'on pourrait aussi, compte tenu de l'attitude défensive de la fondation par le passé, qualifier d'« aveux »).

La fondation se vit reprocher d'avoir recruté quelques historiens qui devaient assurer sa défense, lesquels se voyaient refuser toute crédibilité, puisque leurs travaux de clarification étaient rémunérés par la fondation. D'autres missions réalisées de la même façon et menées à terme, par exemple pour Volkswagen ou les éditions Bertelsmann, n'ont jamais été suspectées de complaisance. Les tenants de la critique sur la clarification étaient d'autant plus inconséquents qu'ils considéraient positivement certaines parties du rapport, notamment les contributions de Gerlach et Radke-Delacor qui avaient été réalisées dans les mêmes conditions (également d'un point de vue financier), et ce parce qu'elles semblaient confirmer, avec leurs « révélations accablantes » grâce au « courage » et à la « pugnacité » des auteurs, les conceptions qu'ils défendaient.⁶³

Une technique éprouvée des agitateurs consistait à parler du vacarme qu'eux-mêmes provoquaient – « des polémiques et des scandales publics nombreux » – comme s'il s'agissait de scandales provoqués par les remises de prix, et donc à considérer que cela venait justifier la légitimité d'une indignation qui s'était intensifiée.

L. Boissou empêcha la tenue, à l'automne 1999, de la remise du Prix Robert Schumann à l'ancien ministre polonais des Affaires Étrangères, K. Skubiszewski, en donnant au Sénat français qui devait accueillir la remise du prix de simples renseignements sur le « lourd passé » de la fondation hambourgeoise – « un passé nazi, pangermaniste et anti-

⁶² En 1984, le *Oberrheinischer Kulturpreis* fut décerné à l'écrivain Conrad Winter, qui écrivait en alsacien, à l'artiste fribourgeois Lutz Roehrich et à l'homme politique Hans Bringer. Le maire de Fribourg assura dans son discours qu'il ne s'agissait pas de gommer les frontières, mais de « venir à bout des frontières comme étant des cicatrices de l'Histoire » (Bericht Lussy, p. 23 et s.).

⁶³ Écrit non daté, « Alfred Toepfer. De la nécessité d'une mise au point historique solide et réellement indépendante », par Sylvain Schirmann, Alfred Wahl, Georges Bischoff, Lionel Boissou, Léon Strauss, Philippe Breton et Bernard Reumaux. Cet écrit jugeait le rapport de mauvaise qualité et au service de la fondation hambourgeoise, mises à part les contributions de Gerlach et Radke-Delacor. Attitude complètement différente de celle de Pierre Ayçoberry qui avait participé au libre blanc de 1996, mais ne fut pas solidaire de l'opinion de ce groupe, et qualifia le rapport historique de travail scientifique, ce qui offrait un contraste agréable avec la colère des détracteurs infatigables d'A. Toepfer (courrier à l'auteur en date du 9 novembre 2001).

français ». ⁶⁴ L. Boissou avait déjà pris d'autres prix pour cibles : le Prix Joseph Rey remis à Lothar Späth en janvier 2003 et doté de 25 000 francs suisses, ainsi que le Prix Albert Schweiter remis en septembre 2004. Le Prix Rey avait été créé en l'honneur d'un maire de Colmar, Joseph Rey, qui avait agi pour la réconciliation franco-allemande et pour la coopération transfrontalière avec la région de Brisgau.

L. Boissou ne comprenait pas du tout le régionalisme et encore moins le régionalisme transfrontalier. En 1998, interrogé par la télévision sur l'Europe des régions, L. Boissou ne parle que du séparatisme terroriste et criminel, d'un attentat – plus de 20 ans auparavant ! – sur le lieu de commémoration du camp alsacien de Struthof et du dynamitage de monuments alsaciens, pour dire enfin que « ces gens » profitaient du soutien des régionalistes européens. ⁶⁵

Dans la chronique diffusée par L. Boissou figure une polémique créée par lui-même, dirigée contre une *Table ronde* annoncée par le *Deutsches Historisches Institut*, qui selon lui aurait eu pour but de réhabiliter Toepfer et ses fondations. Il s'agissait en réalité de présenter le rapport critique de la commission d'historiens, peu connue jusqu'alors, et d'en débattre. Un membre du groupe de L. Boissou avait été invité. Mais il refusa catégoriquement d'y participer. ⁶⁶ Il était « profondément choqué » que l'on ait osé écrire dans l'invitation que l'Alsace était de « culture allemande, mais de nationalité française ». Selon lui, cette formulation venait du vocabulaire *völkisch* que l'on reprochait à Toepfer et était politiquement aussi bien que culturellement incorrecte. ⁶⁷ Dans la mesure où le reproche, même sans fondement, selon lequel on se mettait au service du revanchisme allemand, risquait de porter atteinte au *Deutsches Historisches Institut*, la rencontre fut annulée au dernier moment. Il n'y a eu jusqu'à présent, on le comprendra, aucune proposition de report de la rencontre.

Ce qu'un agitateur isolé, soutenu par des bien-pensants, fait ou laisse derrière lui, importe peu. En revanche, le rôle qu'il peut jouer dans la société dans certaines conditions a davantage de poids. Les relations franco-allemandes sont manifestement encore fragiles, pour que, du côté français, quelques fanatiques puissent avec succès s'ériger en défenseurs

⁶⁴ Courriel de Gérard Loiseaux au sénateur Francis Grignon, 3 octobre 1999.

⁶⁵ Hans-Rüdiger Minow, « Unheimliche Nachbarn. Die Rolle der Deutschen in den Euro-Regionen », *WDR*, 6 juin 1998, 11h00-11h30.

⁶⁶ Birte Toepfer/Ulrich-Christian Palach à l'auteur, 5 décembre 1992. L. Boissou avait déjà refusé le dialogue en 1998, alors qu'il était invité à un congrès international organisé par le Europainstitut Basel et dont la problématique concernait la propagande culturelle à l'étranger et la situation de l'Alsace en particulier (courrier à L. Boissou du 20 janvier, 13 et 18 février 1998, courrier de L. Boissou du 16 février et du 4 mars 1998, le premier ayant été envoyé en copie à la presse alsacienne). Même la proposition de participation en tant que simple observateur dans un effort de transparence fut déclinée, et le financement du congrès par la fondation hambourgeoise fut jugé inacceptable. Les organisateurs se laissèrent en revanche convaincre par l'idée selon laquelle la fondation apportait la preuve, par ce financement, qu'elle soutenait les débats indépendants et critiques sur son propre passé. Léon Strauss, coauteur du livre blanc de 1996, déclina également l'invitation. Résultat du congrès « Vom Kulturimperialismus zum Kulturaustausch » ayant eu lieu en mars 1998, la publication de Lothar Kettenacker, Hansgerd Schulte et Christoph Weckerle, *Kulturpräsenz im Ausland. Deutschland, Frankreich, Schweiz*. Hrsg. von Georg Kreis. Basel 1998. *Basler Schriften zur europäischen Integration* Nr. 39.

⁶⁷ Georges Bischoff, Sylvain Schirmann, Alfred Wahl à Werner Paravicini, Directeur du *Deutsches Historisches Institut* à Paris, 21 novembre 2002.

d'une nation prétendument menacée et que d'autres puissent être les otages de leur étiquette d'ennemis. On n'échappera pas au constat selon lequel une part non négligeable des critiques adressées par les détracteurs se retourne en fait contre eux : un militantisme au ras des pâquerettes au nom de grandes valeurs, un nationalisme virulent, une agitation masquée, le refus d'une confrontation au grand jour et enfin, un esprit malfaisant totalitaire. L'Alsace et la France méritent, et ont, de meilleurs défenseurs.

La situation reste donc bloquée. C'est certes regrettable pour les fondations, elles ont malgré tout, comme le montrent les rapports annuels, d'autres champs d'action. La véritable contrariété réside dans le fait que la tentative sincère et substantielle de travail sur le passé n'a reçu qu'un succès fortement conditionné, dans la mesure où les accusateurs d'hier ont préféré s'accrocher à leurs anciens reproches, à l'origine tout à fait justifiés, au lieu de se déclarer satisfaits, de façon tout aussi justifiée, qu'après clarification, leurs revendications aient enfin porté leurs fruits.